

par des régions et des armées contre-révolutionnaires qui tôt ou tard chercheront à lui régler son compte ensemble ou séparément.

Deux facteurs, temporel et politique, permettent seulement à la Résistance non pas d'éviter ces menaces déjà mises à exécution mais de réduire la portée et l'efficacité de ces pouvoirs destructeurs : l'action rapide et la plus large possible mais la plus politique qui soit, dans le sens de la mobilisation révolutionnaire des masses. Et nous pouvons ajouter à ces axes d'un programme politique qui nous amènent au chapitre suivant, un troisième facteur, le maximum d'unité militaire et politique interne.

Sinon, un avenir sombre se profile, quand bien même les régimes arabes resteraient tranquilles. La concentration croissante des forces de la Résistance aux frontières de la colonie sioniste rappelle une expérience analogue qui fut vécue par la Révolution Algérienne. Il ne s'agit pas de tirer un trait d'égalité et croire à la reproduction mécanique fatale de l'armée des frontières de Boumedienne. Des traits communs peuvent se manifester, s'ils ne sont pas déjà existants.

La raison objective du risque d'ossification est multiple. En premier lieu la difficulté d'obtenir des succès militaires partiels et répétés sur le sionisme, qui entraîneraient un enthousiasme plus grand et une mobilité plus importante des masses combattantes. En deuxième lieu la masse politico-administrative, épaisse et lourde, agissant comme une néo-bureaucratie, installée sur la faiblesse politique générale, préservant son statut et son pouvoir politique plutôt que de retourner dans les camps, dans l'anonymat et le désespoir. En troisième lieu la volonté générale semblable de l'ensemble de la Résistance de garder son statut actuel, c'est-à-dire la défense minimum de cette première étape de l'affirmation de la réalité spécifiquement palestinienne, en armes, plutôt que de descendre à nouveau dans les camps. Comme il ne peut exister une économie palestinienne indépendante par rapport à l'économie jordanienne ou libanaise, il n'est pas de possibilité à ce jour d'emplois pour les Résistants, d'une quelconque préfiguration économique et politique bâtarde de la nation palestinienne (en référence à des tendances en Israël et dans les pays arabes qui vont dans le sens de la constitution d'un Etat palestinien en rassemblant Gaza et la Cisjordanie où un million de Palestiniens végètent).

A supposer même que l'avenir de la Résistance tienne dans le problème d'un armement le plus moderne possible et en quantité requise, il n'est pas un Etat dit socialiste qui acceptera de le fournir, soit pour des raisons politiques dans le cas de l'U.R.S.S. et de ses « satellites » proches ou plus éloignés, soit pour des raisons économiques en plus des seules raisons politiques pour la Chine. Les données du problème se maintiennent, et se résument dans le blocage militaire de la Résistance par les conditions de lutte qui lui sont imposées. Peut-être les voyages de Yasser Arafat à Moscou puis à Pékin vont-ils dans le sens de la recherche d'une solution au moins militaire à cette situation.

Cette réalité militaire de la Résistance est déterminée par deux éléments. L'un, la situation objective composée elle-même de trois lignes de force, l'entourage militaire des régimes arabes

qui sont très hostiles à court ou à long terme à la Résistance, puis la « teneur » militaire et politique de l'Etat sioniste, enfin le cadre géographique dans lequel le conflit se développe. Le deuxième élément provient de la conception stratégique que la Résistance a appliquée dans sa majorité écrasante (le Fath, l'O.L.P. et la Saïka) : une lutte armée de libération nationale, qui se joue essentiellement entre les Palestiniens et l'Etat sioniste. C'est-à-dire que la conception étroitement nationale qui est appliquée, essentiellement palestinienne, qui implique la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats arabes, conditionne complètement, et avant tout militairement, l'élan actuel de la Résistance.

Nous considérons que la Résistance ne peut pas se maintenir longtemps en tant que mouvement de libération nationale avec une telle ligne. Dans le cas contraire, elle se condamne à devenir en mieux ce que fut l'O.L.P. d'Ahmed Choukeiry : une armée, un appareil d'Etat, une radio diffusant une idéologie imprécise reflétant un nationalisme élémentaire, produit de la neutralisation des tendances entre elles au sein de l'organisation. Mais sans l'Etat palestinien fondement nécessaire à la création de la nation palestinienne. A moins que dans une période encore éloignée, un Etat palestinien se substitue à l'actuel royaume hashémite de Jordanie, auquel l'Etat sioniste aux prises avec une résistance sérieuse en Cisjordanie devra rendre cette partie occupée.

Nous avons pu établir l'opposition complète des conditions objectives de la lutte militaire entre la révolution vietnamienne et la Résistance Palestinienne. Dans les deux cas, cela échappe à la volonté politique et aux conceptions des directions.

Nous ouvrirons le chapitre suivant consacré à la stratégie révolutionnaire de la Résistance Palestinienne en mettant en évidence un point particulier relevant de la réalité militaire de la Résistance mais révélant un point particulier de ses conceptions politiques, que nous apprécions comme le nœud de toute élaboration politique de la lutte révolutionnaire dans un pays colonisé ou « seulement » néo-colonisé.

Cet élément particulier a déjà été mentionné sous un autre angle : l'énormité de la masse humaine palestinienne prête à lutter spontanément. Cet élément pèse en apparence lourdement en faveur des organisations palestiniennes, d'autant plus que nous pouvons les considérer encore dans la phase initiale de leur lutte. Dans le tableau comparé de la révolution vietnamienne et de la Résistance Palestinienne, c'est un des facteurs qui semblerait agir en faveur de la Résistance. Mais nous savons que cela n'est pas le produit d'une politisation révolutionnaire.

Il s'agit plutôt de l'impatience de combattre, de prendre le fusil. Cet élan d'innombrables jeunes Palestiniens à la lutte fait bon marché du matériel humain disponible. Cela a déjà eu des conséquences directes, au moins à deux reprises et en moins de deux années : à Karamé tout d'abord en mars 1968, puis au Liban sud, à Rachaya durant la crise d'octobre 1969 qui a opposé militairement l'Etat libanais et la Résistance Palestinienne, dans ce cas à nouveau le Fath.

Sous-estimant l'armée libanaise, ou présument de ses forces, la Résistance Palestinienne commit de toute façon une erreur grave qui se traduit par l'engagement dans un combat incertain d'un nombre important de combattants pour enlever une